

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/KOR/7
28 novembre 2008

(08-5846)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur
les procédures de licences d'importation

CORÉE

La communication ci-après, datée du 24 novembre 2008, est distribuée à la demande de la délégation de la Corée.

Description succincte du régime

1. La Corée a continué de réduire les réglementations liées au commerce, car elle souscrit au principe du libre-échange dans la conduite de ses activités d'exportation et d'importation. Dans ce contexte, les restrictions au commerce, s'il en existe, sont limitées au strict minimum.

Aucune formalité de licence (depuis le 6 juin 1993), d'enregistrement (depuis le 30 décembre 1996) ou de notification (depuis le 1^{er} janvier 2000) n'est nécessaire pour être importateur ou exportateur. L'Association coréenne pour le commerce international (KITA), organisme privé, attribue sur demande un numéro d'activité commerciale à toute personne qui souhaite exercer de telles activités, et ce uniquement à des fins statistiques.

La Loi sur le commerce extérieur est la loi fondamentale régissant les échanges internationaux entre la Corée et les autres pays. Les produits particuliers qui sont soumis à des restrictions à l'exportation et/ou à l'importation sont énumérés dans l'Avis concernant les importations et les exportations publié par le Ministère de l'économie de la connaissance (MKE). Mais actuellement, aucun produit n'est soumis à des restrictions à l'importation, d'après l'Avis concernant les importations et les exportations.

Outre la Loi sur le commerce extérieur, 47 autres lois prévoient également des prescriptions en matière d'approbation ou d'autorisation applicables à certains produits qui peuvent être importés sur présentation de certificats, d'autorisations et de certificats d'homologation. Ces prescriptions visent principalement à assurer la protection de la moralité publique, de la santé des personnes, des règles d'hygiène et des règles sanitaires, de la vie des animaux et des végétaux, de l'environnement ou des intérêts essentiels de sécurité conformément aux prescriptions prévues par la législation nationale ou des engagements internationaux.

Par souci de transparence et pour la commodité des sociétés commerciales, le MKE met à jour, lorsque cela est nécessaire, l'Avis récapitulatif, document unique contenant toutes les

prescriptions en matière de certification des exportations et des importations prévues dans les 47 lois nationales.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Depuis janvier 2007, aucune restriction quantitative à l'importation n'est appliquée à des positions à dix chiffres du système harmonisé coréen sauf en ce qui concerne le riz. Les prescriptions à l'importation prévues par les 47 lois nationales visent les produits suivants: pétrole, GPL (gaz de pétrole liquéfié), engrais destinés à l'agriculture, semences agricoles, animaux et produits d'origine animale, matières nucléaires, stupéfiants, produits et additifs alimentaires, publications étrangères, armes à feu et explosifs.

3. Le régime s'applique aux marchandises de toutes origines et provenances.

4. Toutes les réglementations relatives à l'importation, à l'exception de celles qui concernent le riz, ne visent pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Leur objectif est de protéger la sécurité nationale, la santé et la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, ainsi que de protéger l'environnement, etc., conformément aux articles XX et XXI du GATT de 1994, à d'autres Accords de l'OMC et à d'autres règles ou accords internationaux.

5. Le système d'autorisation des importations est appliqué en vertu de la Loi sur le commerce extérieur et de son décret d'application, du Règlement relatif à la gestion des échanges et de l'Avis concernant les importations et les exportations. Les prescriptions relatives à l'importation sont énoncées dans les 47 lois nationales dont la liste figure dans l'Annexe I. Les conditions détaillées de l'autorisation figurent dans les décrets et les règlements d'application des 47 lois susmentionnées.

L'exécutif ne peut ni abroger ni modifier le système d'autorisation des importations sans l'accord du législatif, mais une certaine marge de manœuvre est laissée à l'administration puisque la décision de soumettre un produit particulier à un règlement à l'importation revient à l'exécutif.

Modalités d'application

6. Les réponses aux questions 6.I. à VIII. concernent exclusivement le riz. Il n'y a pas de prescriptions en matière de licences puisque l'importation de riz a lieu dans le cadre du régime d'entreprise commerciale d'État.

IX-X. Sans objet.

XI. Non.

7. Sans objet. Il n'existe pas de procédures de licences pour les produits non assujettis à des restrictions quantitatives à l'importation.

8. Une demande d'autorisation ne peut pas être rejetée si elle satisfait aux critères établis.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. a), b) Aucune formalité de licence (depuis le 6 juin 1993), d'enregistrement (depuis le 30 décembre 1996) ou de notification (depuis le 1^{er} janvier 2000) n'est requise pour être importateur ou exportateur.

L'Association coréenne pour le commerce international (KITA), organisme privé, attribue sur demande un numéro d'activité commerciale à toute personne qui souhaite exercer ce type d'activité, et ce uniquement à des fins statistiques. La KITA publie chaque année une liste de négociants.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. La demande de licence doit être accompagnée d'une copie de l'offre ou du contrat et des autres documents requis.¹

11. Dans le cas uniquement des produits soumis à des restrictions à l'importation, il faut présenter, lors de l'importation effective, la déclaration d'importation, l'autorisation d'importation, la facture commerciale, le connaissance et les autres documents nécessaires.

12. Il n'est perçu ni droit de licence ni redevance administrative.

13. La délivrance de la licence n'est pas assortie de la condition du versement d'un dépôt ni d'un paiement préalable.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité d'une autorisation à l'importation est d'une année. Cette période peut toutefois être prolongée ou raccourcie, en fonction des circonstances particulières, lorsque l'autorisation est délivrée par les organismes administratifs pertinents.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. La délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Les importations ne sont assujetties à aucune autre formalité administrative préalable, en dehors de celles de la licence et des formalités administratives similaires.

19. Des devises sont fournies automatiquement pour les marchandises dont l'importation est réglée selon les modalités de règlement types.

¹ Une formule type de demande de licence d'importation peut être consultée au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés) (en anglais et en coréen seulement).

ANNEXE I

Les tableaux ci-après décrivent brièvement les produits faisant l'objet de prescriptions à l'importation et les organismes administratifs compétents en vertu des 47 lois nationales. Chaque ministère est chargé de l'application des lois dont les procédures ou les prescriptions relèvent de sa compétence.

1. Ministère de l'économie de la connaissance

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur l'industrie du pétrole et des combustibles de remplacement du pétrole	Pétrole brut, pétrole (y compris le gaz naturel, le propane et le butane), combustibles de remplacement du pétrole	Association coréenne des producteurs de pétrole, Ministère
Loi sur la sécurité de l'utilisation du gaz à haute pression	Gaz à haute pression, conteneurs et installations	Société coréenne de contrôle de la sécurité du gaz
Loi sur l'industrie du gaz de pétrole liquéfié et la sécurité de son utilisation	Appareils à gaz	Société coréenne de contrôle de la sécurité du gaz
Loi sur le contrôle de la fabrication, etc., de substances spécifiques pour la protection de la couche d'ozone	Substances contrôlées dans le cadre du Protocole de Montréal	Ministère
Loi sur le contrôle de la sécurité des appareils électriques	Appareils électriques déterminés pouvant être dangereux ou provoquer des blessures	Office coréen des normes et de la technologie
Loi sur l'interdiction des armes chimiques et biologiques et sur le contrôle de la fabrication, de l'exportation, de l'importation, etc. de produits chimiques et d'agents biologiques spécifiques, etc.	Produits chimiques, agents biologiques spécifiques (pathogènes pour les personnes, les animaux et les végétaux) et toxines	Ministère Association coréenne de la bio-industrie
Loi sur la gestion de la qualité et le contrôle de la sécurité des produits industriels	Produits de consommation déterminés pouvant être dangereux ou provoquer des blessures	Office coréen des normes et de la technologie
Loi sur la métrologie	Instruments de mesure légaux	Institut coréen de recherche et d'essais concernant les machines, les instruments de mesure et les produits pétrochimiques

2. Ministère de l'alimentation, de l'agriculture, des forêts et de la pêche

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la gestion des céréales vivrières	Riz	Ministère
Loi sur l'utilisation des engrais	Engrais destinés à l'agriculture	Ministère
Loi sur l'utilisation des produits agrochimiques	Produits agrochimiques	Ministère
Loi sur la prévention des épidémies du bétail	Animaux et produits d'origine animale	Service national de recherche et de quarantaine vétérinaires
Loi sur la protection des végétaux	Végétaux et produits d'origine végétale	Service national de phytoquarantaine
Loi sur l'industrie des semences	Semences agricoles Semences de légumes destinées à la vente Arbres fruitiers destinés à la vente	Administration du développement rural Association coréenne des producteurs de semences Office national de gestion des semences
Loi sur l'élevage	Reproducteurs de race pure	Association coréenne pour l'amélioration des animaux Association coréenne des éleveurs de volaille
Loi sur la transformation des produits de l'élevage	Produits de l'élevage	Service national de la recherche et de quarantaine vétérinaires
Loi sur le contrôle de la qualité dans le secteur agricole	Œufs de vers à soie	Institution locale de sériciculture
Loi sur la pêche	Faune et flore marines	Ministère
Loi sur le contrôle de la qualité des produits de la pêche	Faune et flore marines	Ministère Service national d'inspection de la qualité des produits de la pêche Institut national de recherche-développement halieutique

3. Administration nationale des forêts

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la protection de la faune sauvage et du gibier	Faune sauvage	Administrations locales

4. Ministère de l'administration publique et de la sécurité

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur les impôts locaux	Tabac	Administrations locales

5. Ministère de l'éducation et des sciences et technologies

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur l'énergie atomique	Matières nucléaires	Ministère
	Radio-isotopes, générateurs de rayonnements	Association coréenne des utilisateurs de radio-isotopes

6. Ministère de la santé, des affaires sociales et de la famille

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur l'industrie pharmaceutique	Produits pharmaceutiques finis	Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments Association coréenne de l'industrie pharmaceutique
	Matières pour les médicaments ou la phytothérapie	Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments Association coréenne de l'industrie pharmaceutique
Loi sur les appareils médicaux	Appareils médicaux	Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments Association coréenne des fabricants d'appareils médicaux
Loi sur le contrôle des stupéfiants, etc.	Stupéfiants à usage médical	Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments Association coréenne des vendeurs de produits pharmaceutiques
	Cannabis	
	Produits pharmaceutiques finis et matières pour les médicaments	Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments Association coréenne des vendeurs de produits pharmaceutiques

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur les produits cosmétiques	Produits cosmétiques	Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments Association coréenne des fabricants de cosmétiques
Loi sur l'innocuité des aliments	Produits alimentaires, additifs alimentaires, appareils, conteneurs et emballages	Centre national de quarantaine ou Administration régionale pour le contrôle des produits alimentaires et des médicaments
Loi sur les aliments fonctionnels	Aliments fonctionnels	Centre national de quarantaine ou Administration régionale pour le contrôle des produits alimentaires et des médicaments
Loi sur les mesures de quarantaine	Produits déterminés	Centre national de quarantaine ou Administration régionale pour le contrôle des produits alimentaires et des médicaments Service national de recherche et de quarantaine vétérinaires
Loi sur la sécurité et le contrôle des tissus humains	Transplantation (matériel de) de tissus humains (os, ligaments, tendons, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - Banque coréenne de tissus humains - Office coréen de contrôle des produits alimentaires et des médicaments - Banque coréenne d'import-export - Service des douanes coréen

7. Ministère du travail

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles	Substances dangereuses (par exemple allumettes au phosphore jaune, benzidine)	Administration du travail local
	Nouvelles substances chimiques (par exemple éléments chimiques, substances radioactives)	Ministère
	Mesures de protection (par exemple mesures de protection contre les presses)	Agence coréenne pour la sécurité et la santé au travail
	Matériel dangereux (par exemple grues, ascenseurs)	
	Équipements de protection (par exemple casques de protection)	

8. Commission coréenne de la communication

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur les ondes radioélectriques	Appareils radio	Laboratoire de recherche sur la radiodiffusion
	Équipement pour le brouillage ou la compatibilité électromagnétiques	
Loi sur les télécommunications de base	Matériel de télécommunication	

9. Ministère de la culture, des sports et du tourisme

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la promotion de l'industrie de la publication et de l'imprimerie	Publications étrangères	Commission coréenne d'éthique en matière de publications
Loi sur la protection des œuvres culturelles	Œuvres culturelles	Direction du patrimoine culturel

10. Ministère de la défense nationale

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur le programme d'achats pour la défense	Articles militaires	Direction du programme d'achats pour la défense

11. Service de la police nationale

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la détention d'armes à feu, d'armes blanches, d'explosifs, etc.	Armes à feu, armes blanches et explosifs	Service de la police nationale

12. Administration fiscale

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur la taxation des boissons alcooliques	Boissons alcooliques	Bureaux fiscaux de district

13. Ministère de l'environnement

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur le contrôle des produits chimiques toxiques	Substances chimiques	Association coréenne des fabricants de produits chimiques Administrations locales, agences de protection de l'environnement des bassins, agences régionales de protection de l'environnement
Loi sur la protection de la faune et de la flore sauvages	Animaux et végétaux nuisibles à l'écosystème	Agences de protection de l'environnement des bassins ou agences régionales de protection de l'environnement
	Espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction	Agences de protection de l'environnement des bassins ou agences régionales de protection de l'environnement
	Faune sauvage	Administrations locales
	Commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction	Agences de protection de l'environnement des bassins ou agences régionales de protection de l'environnement
Loi sur la gestion de l'eau potable	Eau en bouteille, produits chimiques pour le traitement de l'eau et conditionnements	Agences de protection de l'environnement des bassins ou agences régionales de protection de l'environnement
Loi sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination	Déchets	Agences de protection de l'environnement des bassins ou agences régionales de protection de l'environnement
Loi sur la promotion de l'économie et du recyclage des ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Pesticides et produits toxiques contenus dans des récipients en métal, en verre ou en plastique - Antigél - Chewing-gum - Couches jetables - Tabac - Produits en matière plastique 	Société coréenne de l'environnement et des ressources (ENVICO)
Loi sur le contrôle du bruit et des vibrations	Véhicules automobiles, etc.	Institut national de recherche environnementale
Loi sur la préservation de l'atmosphère		

14. Ministère de la construction et des transports

Loi	Produit visé	Organisme administratif compétent
Loi sur les véhicules automobiles	Véhicules automobiles	Ministère
Loi sur la gestion du matériel de construction	Matériel de construction	Ministère
